



Intervention PCF 71, manifestation du 29/10/2016

Mr le Préfet a déclaré n'avoir aucun élément pour interdire la manifestation d'appel à la haine et à la xénophobie du FN. Notre présence à tous ici, est la meilleure réponse apportée au FN et à Mr le Préfet.

Les valeurs de notre pays inscrivent aux frontons des mairies nous rappellent à tous nos devoirs pour le respect de l'humain. Nous ne laisserons personne entacher notre pays d'autres valeurs.

Quel message notre pays donnerait si nous nous refusions, par repli, à offrir les droits à l'asile et en définitive à rejoindre le camp de l'intolérance que fuient ces réfugiés

Il nous faut donc refuser de céder aux peurs agitées par la droite et l'extrême droite.

Malgré les alertes depuis des années du Haut commissariat aux réfugiés, les dirigeants européens, sur fond de crise sans précédent, et avec leur obstinant refus de sortir des politiques d'austérité, ont préféré – non pas sauver des vies – mais fermer les frontières, confiner les migrants dans des camps, monter des murs de barbelés, mobiliser les forces armées pour les pourchasser, attiser une peur panique fabriquée par la droite et l'extrême droite, de voir l'Europe « submergée ». En Hongrie et au Danemark, il est maintenant question de confisquer aux migrants leurs biens, le peu qui leur reste.

Cela nous ramène violemment aux heures les plus noires de notre histoire.

Devant la détresse de familles entières fuyant la guerre en Syrie, en Irak, en Afghanistan, devant les tragiques morts de milliers d'entre eux en Méditerranée, devant l'élan de survie de milliers de femmes et d'hommes fuyant la misère, les bouleversements climatiques ou la dictature, les habitants des îles grecques ou des côtes italiennes ne sont pas restés tétanisés par l'émotion ou la peur, et ont déployé des trésors de solidarité pour leur venir en aide. Partout en Europe, des réseaux de solidarité se sont organisés tandis que les gouvernants ont opposé les populations les unes aux autres en arguant du poids du chômage, de l'avenir incertain, de la précarité.

Autant de peurs renforcées par des attentats conduisant à installer l'amalgame « migrants / terroristes ».

Si les migrants et réfugiés sont plus nombreux que jamais, « l'invasion » n'a pas eu lieu et, en France, moins qu'ailleurs... Les chiffres sont là. La crise des migrants est mondiale : Plus de 100 millions de migrants forcés sont déplacés en 2016 dans le monde, selon le Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés, soit 65,3 millions par la guerre et les persécutions, et 42 millions par des déplacements environnementaux. Les pays riches, de par leurs logiques de dominations économiques et militaires, en sont d'ailleurs les principaux responsables. 58 % des demandeurs d'asile, l'an passé, venaient des zones de conflits où les armées occidentales sont les plus engagées : Syrie, Afghanistan et Irak. Et pourtant, 86 % des migrations se font du sud vers le sud. Le Liban reste le pays qui accueille le plus grand nombre d'exilés, avec 209 réfugiés pour 1 000 habitants. En Allemagne, par exemple, ce rapport est de 6 pour 1 000. Et de 5 pour 1 000, en France.

La prétendue invasion que subirait l'Europe est un mythe. Pire, c'est un mensonge qui vise à alimenter la peur et à justifier des politiques dictées par une idéologie d'extrême droite. Si les images de bidonvilles dans le nord, de campements en plein Paris ou sur les côtes mentonnaises inondent nos écrans de télévision, c'est qu'en France, comme dans les autres pays de l'UE, les dirigeants font le choix de l'égoïsme contre nos valeurs de fraternité. Seulement un quart des

demandes d'asile sont acceptées au sein de l'UE et la France est bonne dernière. Et pourtant, le migrant ne représente pas un coût pour le pays dans lequel il se trouve sauf à le priver de tous ses droits. (Dernièrement la Suède avec l'accueil de 163 000 migrants notait un impact économique positif.)

Le régulariser, c'est lui faire payer des impôts, des cotisations sociales, participer à la vie économique et sociale du pays, participer à la mixité, élargir les cultures et les savoirs.

Le laisser dans la clandestinité ou la précarité du séjour, c'est le laisser « sous assistance » sans droit au travail, au logement, c'est non seulement le mettre en danger, mais c'est se rendre complice des prédateurs mafieux et/ou terroristes.

Alors pourquoi ces politiques?

-Parce que jouer sur la peur des migrants permet de masquer les véritables causes des difficultés qui assaillent les Français et qui sont à chercher dans les conséquences de la politique d'austérité et de la soumission aux dogmes libéraux qui créent chômage, bas salaires et délitement social. Austérité et solidarité sont incompatibles.

- Parce que jouer sur la peur des « autres », de ceux que l'on présente comme des désespérés alors qu'au contraire, c'est l'espoir pacifique d'une vie meilleure qui les meut permet de masquer les responsabilités respectives dans les déséquilibres mondiaux qui causent ces mouvements massifs de populations.

Alors comment répondre à cette vaste entreprise de falsification qui vise à brouiller les cartes et conduit dans l'impasse alors qu'il est urgent d'agir.

Il s'agit de changer de logique et il y a des politiques possibles aujourd'hui.

Soulignons 3 propositions à engager d'un même mouvement :

- D'abord, les migrants ont des droits fixés par des institutions internationales et ratifiés par les Etats qui ont la responsabilité de les mettre en œuvre. Il faut souligner le courage, le dévouement des associations, des militants, des élus qui agissent pour le respect des droits et de la dignité des migrants. C'est eux que le gouvernement doit écouter et appuyer.

- La politique d'austérité en dégradant les conditions de vie et de travail s'en prend à tout ce qui concourt à faire vivre les valeurs d'égalité et de fraternité, moteurs du vivre ensemble : le travail, les services publics, le droit au logement et à l'éducation, à la santé, les droits collectifs et individuels. L'asphyxie budgétaire du pays et de nos collectivités territoriales ne mène qu'à plus d'inégalités et d'injustices.

- Enfin, c'est toute la politique extérieure française qu'il faut changer. Les migrations qui augmentent au plan mondial ont une triple origine : fuir les conflits et les violences ; échapper à la misère pour assurer à sa famille une vie meilleure et aux dérèglements climatiques que nos modes de développement et de production, mais aussi les règles du « libre-échange », engendrent. S'attaquer aux causes c'est donc promouvoir un nouvel ordre mondial, basé sur la paix et le développement et le recul des inégalités que provoque une mondialisation capitaliste prédatrice, c'est aussi commencer à s'attaquer au terreau du fondamentalisme religieux et du terrorisme. Ainsi, que la guerre cesse en Syrie, et des milliers de Syriens pourraient retrouver leur pays. Français et immigrés partagent un intérêt commun, celui de construire une société de justice, de partage, de mise en commun, qui réponde aux aspirations de tous les citoyens à égalité de droits et libertés. C'est de ce côté que se trouve l'avenir, un avenir pour chacun d'entre nous.

Isabelle Voillot